



## **A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ÉNERGIE, NUMÉRIQUE, TRANSPORT, SANTÉ...

N° 2023-27 du 7 juillet 2023

# SOMMAIRE

## Commerce et sanctions

1. Malgré la poursuite de leur dialogue, les États-Unis et la Chine renforcent leurs dispositifs de contrôle export respectifs
2. Les États-Unis et l'UE poursuivent les négociations en vue d'un accord de libre-échange sur les minéraux critiques et sur l'Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables
3. Les États-Unis publient leurs objectifs de réforme du système de règlement des différends de l'OMC

## Climat – énergie – environnement

4. Le DoE a publié le rapport 2023 sur l'emploi dans le secteur de l'énergie aux États-Unis
5. Le marché de l'hydrogène propre se développe aux États-Unis grâce aux investissements privés
6. L'EPA établit un nouveau cadre réglementaire pour limiter la dangerosité de nouveaux PFAS

## Transport et infrastructure

7. La Federal Aviation Administration présente un nouveau concept de gestion du trafic aérien

## Industrie

8. Micron Technology lancera une première ligne de production de semi-conducteurs en Inde fin 2024

## Agriculture et industrie agroalimentaire

9. La qualité de la gestion administrative du SNAP s'est fortement dégradée en 2022

## Numérique et innovation

10. Meta lance Threads pour rivaliser avec Twitter
11. Un juge fédéral restreint les interactions entre la Maison-Blanche et les plateformes de médias sociaux

*Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).*

# Commerce et sanctions

## 1. Malgré la poursuite de leur dialogue, les États-Unis et la Chine renforcent leurs dispositifs de contrôle export respectifs

La Secrétaire américaine au Trésor J. Yellen s'est [rendue](#) le 6 juillet à Pékin pour une visite de quatre jours, la première en Chine depuis sa nomination en janvier 2021. Cette visite vise à maintenir les canaux de communication ouverts avec Pékin, dans la lignée du récent déplacement du Secrétaire d'État américain A. Blinken en Chine [voir [Flash Accents du 23 juin 2023](#)]. Les États-Unis souhaitent notamment élargir la coopération avec la Chine dans les domaines de la lutte contre le changement climatique et l'endettement des pays émergents ou en voie de développement, dont Pékin figure parmi les principaux créanciers. La visite de J. Yellen intervient dans un contexte de tensions persistantes. J. Yellen a notamment [déclaré](#) le 7 juillet à l'occasion d'un échange avec les membres de la Chambre américaine de commerce en Chine être « *particulièrement troublée par les mesures punitives prises à l'encontre d'entreprises américaines au cours des derniers mois* ». Le Département chinois du Commerce a en effet [annoncé](#) lundi 3 juillet la mise en œuvre de mesures de contrôle à l'exportation de gallium et germanium à destination des pays jugés « hostiles » pour sa sécurité nationale. Ces deux minéraux critiques sont considérés comme essentiels pour la production de composants pour semi-conducteurs et panneaux solaires. En parallèle, la Chine a également [adopté](#) le 1<sup>er</sup> juillet une loi anti-espionnage visant à mieux contrôler les activités des sociétés étrangères basées sur son territoire, susceptible d'avoir des répercussions sur la gestion des données appartenant aux entreprises américaines. En réponse à cette nouvelle réglementation chinoise, le Département américain du Commerce [étudierait](#) la mise en œuvre de restrictions d'utilisation des plateformes de stockage des données en ligne américaines par des entités chinoises. En outre, dans le sillage des mesures [déployées](#) à la fin du mois de juin par les Pays-Bas afin de restreindre les exportations de systèmes de lithographie extrême ultraviolet (EUV) à destination de la Chine, les États-Unis [réfléchiraient](#) ainsi à renforcer leurs mesures de contrôle export dans le domaine des semi-conducteurs afin d'élargir le champ des puces soumises à l'octroi d'une licence pour être commercialisées sur le marché chinois.

## 2. Les États-Unis et l'UE poursuivent les négociations en vue d'un accord de libre-échange sur les minéraux critiques et sur l'Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables

En déplacement à Washington, le Vice-Président exécutif de la Commission européenne (VPE) V. Dombrovskis s'est [entretenu](#) avec la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai le 5 juillet.

Alors que le Conseil de l'UE discute des [directives](#) à adopter pour donner mandat à la Commission afin de conclure un accord de libre-échange sur les minéraux critiques avec les États-Unis, les progrès de ces négociations, lancées en mars dernier par J. Biden et la Présidente de la Commission européenne U. von der Leyen [voir [Flash Accents du 17 mars 2023](#)] ont figuré à l'agenda de leur conversation.

Le VPE et l'USTR ont également discuté des négociations en cours sur l'Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables (GSA) entre l'UE et les États-Unis, négociations dont la date butoir est fixée à octobre 2023. À l'issue de la rencontre, K. Tai a [déclaré](#) sur Twitter que les États-Unis et l'UE « *demeur[ai]ent déterminés à parvenir à un accord d'ici octobre 2023 qui puisse faire avancer les priorités transatlantiques en matière de climat et remédier aux surcapacités non-marchandes de l'industrie* ».

Enfin, V. Dombrovskis s'est entretenu avec le Conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, J. Sullivan, et la Secrétaire au Commerce américaine, G. Raimondo, dont le département supervise nombre des travaux du Conseil commerce et technologie (CCT), alors que les États-Unis doivent accueillir le cinquième sommet de ce forum en fin d'année.

## 3. Les États-Unis publient leurs objectifs de réforme du système de règlement des différends de l'OMC

Dans un document [publié](#) par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 5 juillet, les États-Unis réitèrent certaines de leurs critiques à l'encontre du système de résolution des différends de cette organisation, comme son « activisme judiciaire » (« *overreach* ») et la longueur de ses délais de jugement. Ils apportent leur soutien au travail du facilitateur des discussions en cours, à Genève, sur la réforme de ce système de résolution des différends et, tout en indiquant qu'ils

n'entendaient pas faire à ce stade de propositions concrètes, ils listent un certain nombre d'objectifs qui devraient guider la réforme. Selon Washington, un système de résolution des différends effectif devrait :

- (i) se concentrer sur sa tâche d'adjudication des différends, en préservant les fonctions de délibération et de surveillance au sein de l'OMC ;
- (ii) maintenir les engagements pris par les membres dans leur forme originellement convenue ;
- (iii) préserver la justice du système commercial et la liberté des membres de défendre les droits des travailleurs et des entreprises, la démocratie et les droits de l'homme, la santé et l'environnement ;
- (iv) respecter les intérêts de sécurité essentiels des membres ;
- (v) faire usage de tous les outils disponibles pour la résolution des différends ;
- (vi) réduire ses coûts d'accès afin que tous les membres puissent l'employer ;
- (vii) gagner en efficacité en réduisant notamment ses délais ;
- (viii) être transparent ;
- (ix) favoriser la confiance dans le système en fournissant un travail d'adjudication de qualité, consistant et juste ; et
- (x) sauvegarder l'intégrité du système tel qu'envisagé par les membres.

### Brèves

- Le 30 juin, le Département américain du Commerce a [annoncé](#) la tenue d'échanges à niveau ministériel dans le cadre des négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF). En présence de la Secrétaire américaine au Commerce, G. Raimondo, les discussions associant les 14 États membres ont porté sur les piliers III (économie propre) et IV (économie juste) de l'accord. Les États-Unis ont à ce titre dévoilé un programme d'investissement de 300 M\$ pour des projets d'infrastructures durables, [financé](#)

par la banque de développement américaine US International Development Finance Corporation, et abondé jusqu'à 900 M\$ par la société américaine de capital-investissement Squared Capital.

- Plusieurs importants groupes industriels et représentants du secteur privé, rassemblés au sein d'une coalition pour la bonne mise en œuvre des engagements commerciaux, l'Alliance for Trade Enforcement, a adressé le 29 juin une [lettre](#) à la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai, l'exhortant à redoubler d'efforts pour pousser le Mexique à se conformer aux règles de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA). La coalition relève notamment des restrictions quantitatives mises en place par Mexico dans le secteur audiovisuel, un manque de concurrence dans le secteur des télécommunications, des difficultés d'accès au marché dans le secteur des biotechnologies, un traitement injuste des entreprises étrangères dans le secteur de l'énergie, ainsi que des mesures d'exclusion de fournisseurs de services financiers américains.
- La Commission américaine sur le commerce international (US International Trade Commission, USITC) a publié le 30 juin un [rapport](#) sur l'impact des règles d'origine fixées par l'Accord États-Unis-Canada-Mexique (USMCA) dans le secteur de l'automobile. Selon ce rapport, les règles d'origines de l'USMCA ont permis une augmentation de la production, des emplois et des salaires dans le secteur automobile aux États-Unis. Le L'USITC note aussi l'impact sur ce secteur de facteurs non liés à l'USMCA sur la période étudiée (depuis l'entrée en application de l'USMCA en 2020), tels que la pandémie de Covid et les difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs associées, ou encore la transition de l'industrie vers la production de véhicules électriques ou hybrides.

## Climat - Énergie - Environnement

### 4. Le DoE a publié le rapport 2023 sur l'emploi dans le secteur de l'énergie aux États-Unis

Le dernier rapport du Département américain de l'Énergie (DoE) sur l'emploi et l'énergie [indique](#) que le nombre d'emploi dans le secteur de l'énergie a augmenté de près de 300 000 en 2022, soit une croissance de +3,8%, portant les effectifs de ce secteur à 8,1M d'emplois. Selon le DoE, cette tendance reflète les investissements du programme

«Investing in America» du président Biden. L'agence [souligne](#) notamment les 114 000 nouveaux emplois créés dans le domaine des énergies propres. Selon le DoE, cette tendance à la hausse devrait continuer dans les prochaines années compte tenu des objectifs fixés par l'administration Biden : une électricité décarbonée d'ici 2035 et une économie nette zéro d'ici 2050.

Le nombre d'emplois dans le secteur des énergies propres a augmenté dans tous les territoires

américains: +13 000 en Californie, +7 000 en Virginie Occidentale et +5 100 au Texas. Les données démographiques de la main d'œuvre indiquent que 26% des emplois du secteur de l'énergie sont occupés par des femmes et que 17% des travailleurs de ce secteur ont plus de 55 ans, contre une moyenne de 24% tous secteurs confondus.

## 5 Le marché de l'hydrogène propre se développe aux États-Unis grâce aux investissements privés

Dans le cadre des *Bidenomics* et du programme « Investing in America » de l'administration Biden, le DoE a [publié](#) l'annonce d'un investissement qui pourra aller jusqu'à 1 Md\$ afin de soutenir les centres régionaux d'hydrogène propre (H2Hubs). Financé par la Loi bipartisane sur les infrastructures, le programme H2Hubs devrait contribuer à déclencher la construction d'un réseau national d'hydrogène propre. Ce réseau apparaît essentiel à l'administration Biden pour réduire les émissions de certains des secteurs les plus énergivores, tels que les procédés industriels et chimiques ou les transports lourds.

Selon le rapport du DoE, [intitulé](#) *Pathways to Commercial Liftoff*, l'économie de l'hydrogène est en pleine croissance aux États-Unis et elle pourrait créer 100 000 nouveaux emplois directs et indirects d'ici à 2030. Selon le DoE, l'hydrogène propre devrait renforcer l'indépendance énergétique des États-Unis et accélérer l'essor de l'industrie manufacturière américaine. Dans le courant de l'année 2023, l'administration Biden indique qu'elle annoncera la sélection de six à dix H2Hubs pour une enveloppe totale de fonds fédéraux de 7 Md\$.

## 6. L'EPA établit un nouveau cadre réglementaire pour limiter la dangerosité de nouveaux PFAS

L'EPA [développe](#) un nouveau cadre pour les substances per- et poly-fluoroalkyles (PFAS). Ce cadre, plus restrictif, s'inscrit dans l'engagement de l'administration Biden qui vise à s'attaquer aux impacts des produits chimiques afin de protéger la santé humaine et l'environnement. L'évaluation des nouveaux PFAS représente un défi pour quantifier le risque qu'ils peuvent engendrer, étant donné le manque d'information dont dispose l'EPA. Le caractère bioaccumulatif des PFAS présente des risques potentiels non seulement pour ceux qui les fabriquent, transforment, distribuent, utilisent et éliminent, mais aussi pour le public et les collectivités qui peuvent y être exposés. Le nouveau cadre autorise l'utilisation de certains PFAS PBT, mais uniquement au moyen de circuits fermés. Les PFAS-PBT sont utilisés dans ces conditions dans la fabrication de certains semi-conducteurs et d'autres composants électroniques.

### Brèves

➤ L'EPA et le DoE [investissent](#) ensemble 1 Md\$ afin de réduire les émissions de méthane. Les deux agences s'appuieront sur leur expertise conjointe afin de faire progresser les technologies de contrôle et de réduction du méthane dans le secteur du pétrole et du gaz, dans le cadre du programme « Investing in America ».

Le DoE a [annoncé](#) un plan visant à rendre la recherche financée par cette agence plus accessible au grand public. Afin de rendre les recherches gouvernementales plus transparentes, les données des 17 laboratoires de recherches nationaux seront rendues publiques et gratuites.

# Transport et infrastructure

## 7. La Federal Aviation Administration présente un nouveau concept de gestion du trafic aérien

Le 29 juin, la Federal Aviation Administration (FAA) a [publié](#) un communiqué présentant une démonstration de vols internationaux utilisant un nouveau concept de gestion du trafic aérien, appelé Trajectory Based Operations (TBO), dont l'objectif est d'améliorer les flux de circulation. La démonstration a duré 6 jours et a impliqué des vols

entre les États-Unis, le Japon, Singapour et la Thaïlande. Le TBO repose sur l'échange d'informations fluides entre les systèmes aériens et au sol des pays partenaires, portant sur des données précises de trajectoire (latitude, longitude, altitude et heure) pour déterminer des trajectoires plus optimisées pour les appareils tout au long de leur vol, du décollage à l'atterrissage. Les contrôleurs aériens des pays partenaires ont notamment séquencé les itinéraires en prenant en compte les conditions météorologiques, le trafic

aérien et les fermetures d'espaces aériens. Cette nouvelle approche permettra également aux contrôleurs aériens d'échanger davantage d'informations à travers les données, plutôt qu'au moyen d'échanges verbaux traditionnels. D'après la FAA, l'utilisation du TBO contribuera à améliorer la

sécurité et l'efficacité de la navigation aérienne, à réduire les retards et les perturbations, à abaisser le coût et la durée des voyages, ainsi qu'à diminuer la consommation de carburant et les émissions de CO2 des vols d'environ 10 %.

## Industrie

### 8. Micron Technology lancera une première ligne de production de semi-conducteurs en Inde fin 2024

Le Ministre indien de l'Électronique et des technologies de l'information, A. Vaishnav, a [déclaré](#) que la société américaine Micron Technology commencerait la construction de sa première usine indienne d'assemblage et de tests de puces en août 2023. Ce projet de 2,75 Md\$, dont 800 M\$ investis par l'entreprise, bénéficie pour le reste du soutien du gouvernement fédéral ainsi que de l'État du Gujarat. Le groupe entend débiter la production en décembre 2024.

Ce projet s'inscrit dans un plan du gouvernement indien de renforcement et de diversification des chaînes d'approvisionnement pour la fabrication de produits technologiques comme les semi-conducteurs mais aussi les smartphones, batteries et véhicules électriques. La mission sur les semi-conducteurs, impulsée par le gouvernement de Narendra Modi, dispose d'une enveloppe totale d'aide mobilisable de 10 Md\$. Ces subventions sont destinées aux entreprises désirant implanter des usines de fabrication de semi-conducteurs en Inde,

ainsi qu'aux autres acteurs de la chaîne de production comme les fournisseurs d'équipements de fabrication nécessaires aux fonderies. L'Inde a récemment rouvert ses appels à candidature aux programmes de subventions en l'ouvrant aux producteurs de puces matures (de 40 nm ou plus). Une douzaine de candidatures seraient en cours d'évaluation par le gouvernement pour l'obtention des fonds, dont le groupe taïwanais Foxconn.

Ces derniers mois, les États-Unis et l'Inde ont intensifié leur collaboration dans le domaine microélectronique suite à la signature d'un *Memorandum Of Understanding* signé lors de la visite de la Secrétaire américaine au Commerce, G. Raimondo, à New Delhi en mars 2023.

Parallèlement au projet de Micron, le fabricant américain d'équipements Applied Materials a annoncé un plan d'investissement de 400 M\$ dans un nouveau centre d'ingénierie à Bengaluru. Ce rapprochement intervient également quelques semaines après que l'administration chinoise a restreint les ventes du producteur américain de semi-conducteurs Micron Technologies en Chine.

## Agriculture et industrie agroalimentaire

### 9. La qualité de la gestion administrative du SNAP s'est fortement dégradée en 2022

L'USDA a [publié](#) les taux d'erreur des aides perçues dans le cadre du Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP) pour l'année fiscale 2022. Le Food and Nutrition Service, en charge du dispositif au niveau fédéral, a précisé que « ces taux d'erreur de paiement ne sont pas synonymes de fraude. Ils sont seulement une mesure de la qualité de la gestion administrative des dossiers et de la précision avec laquelle les États déterminent l'éligibilité et les montants des prestations ». La prévention et la

correction de ces erreurs font l'objet d'un [contrôle qualité](#) au niveau étatique.

Ces données sont normalement publiées tous les ans, mais en raison de la pandémie, aucune statistique n'avait été établie en 2020 et 2021. Les derniers chiffres dataient de 2019 avec, à l'époque, un taux global d'erreur de 7,36% contre 11,54% cette année. Plus précisément, les taux d'erreur de « sur-paiement » et de « sous-paiement » ont atteint respectivement 9,84% et 1,7% en 2022, contre 6,18% et 1,18% en 2019. Les taux d'erreur varient considérablement d'un État à l'autre, de 56,97% en Alaska à 3,07% dans le Dakota du Sud,

avec une majorité d'États qui se situent néanmoins en deçà de la moyenne nationale.

Une des causes majeures de cette augmentation de plus de 50 % des taux d'erreur est liée aux nombreux changements temporaires et exceptionnels des dispositions du programme qui ont été décidés pendant la période pandémique et qui ont complexifié l'instruction des dossiers, en plus d'une augmentation du nombre des bénéficiaires. Par ailleurs, pendant cette période, il a été observé des taux de vacance du personnel dans les services des États atteignant en moyenne 25 % et des difficultés à recruter et à former de nouveaux employés.

Les quatre dirigeants, républicains et démocrates, des Commissions agricoles du Sénat et de la Chambre des représentants ont qualifié d'une même voix les taux d'erreur comme « inacceptables » et constituant une « menace pour l'intégrité du programme ». Ils ont exhorté l'administration fédérale et les Gouverneurs à

remédier au plus vite à cette situation. Cette prise de position est à mettre en regard des nombreuses critiques adressées au programme SNAP par un grand nombre de législateurs républicains qui considèrent ce dispositif hors de contrôle sur un plan budgétaire et appellent à des réformes drastiques dans le cadre du Farm Bill.

### Brèves

- Une variété de maïs génétiquement modifié de Bayer a [reçu](#) l'approbation du service d'inspection sanitaire des animaux et des plantes (APHIS) de l'USDA. Ces plants de maïs, commercialisés sous le nom de [Smart Corn System](#), sont conçus pour être 30 % plus petits que les maïs traditionnels, mais aussi productifs. Bayer a déclaré qu'il avait encore besoin de l'approbation de l'agence de protection de l'environnement (EPA) et des pays importateurs avant de pouvoir lancer la culture de ce maïs aux États-Unis.

## Numérique et innovation

### 10. Meta lance Threads pour rivaliser avec Twitter

Meta cherche à séduire les utilisateurs de Twitter avec sa nouvelle plateforme Threads, qui propose des messages plus longs et une forte ressemblance avec son concurrent tout en s'appuyant sur le soutien affiché de figures publiques. L'application est disponible gratuitement dans 100 pays (hors UE compte tenu de « préoccupations réglementaires » soulignées par Meta) sur les boutiques d'applications Apple et Google. La plateforme a enregistré cinq millions d'inscriptions au cours de ses quatre premières heures d'activité, [selon](#) son PDG M. Zuckerberg.

Ce développement intervient alors que les régulateurs américains ont initié des contentieux à l'encontre de Meta, estimant que la stratégie d'imitation de l'entreprise n'était pas conforme au cadre antitrust. Ainsi, les poursuites engagées par la Federal Trade Commission et des dizaines d'États américains en 2020 allèguent que Meta, qui s'appelait alors Facebook, se serait engagé depuis longtemps dans une « stratégie systématique » visant à éliminer les menaces pesant sur son monopole, ce qui inclut l'achat et le clonage de rivaux pour les exclure.

### 11. Un juge fédéral restreint les interactions entre la Maison-Blanche et les plateformes de médias sociaux

Le juge fédéral américain T. Doughty de Louisiane a [interdit](#) mardi à certaines agences et à certains agents de l'administration fédérale de se réunir et de communiquer avec des entreprises de médias sociaux dans l'objectif de modérer leur contenu, selon un document déposé au tribunal.

L'arrêt [dispose](#) qu'ils ne peuvent s'entretenir avec les entreprises de médias sociaux « dans le but d'inciter, d'encourager, de faire pression ou d'induire de quelque manière que ce soit le retrait, l'effacement, la suppression ou la réduction d'un contenu contenant une liberté d'expression protégée », en vertu du principe de liberté d'expression du premier amendement de la constitution américaine. Ainsi, le Département d'État (DoS) a annulé une réunion prévue mercredi avec Facebook pour discuter des préparatifs des élections 2024 et des menaces de piratage.

L'injonction fait suite à une action en justice intentée par les procureurs généraux républicains de Louisiane et du Missouri, qui arguent que les agents du gouvernement fédéral sont allés trop loin dans leurs efforts pour orienter la politique de modération des contenus des plateformes de médias sociaux dans le cadre des élections (désinformation) et de la crise sanitaire (vaccination).

## Brèves

- Le délai prévu pour la notification par les plateformes technologiques de leur statut de *gatekeepers* au sens de la loi sur les marchés numériques (Digital Markets Act, DMA) est arrivé à échéance. Sept entreprises ont officiellement [reconnu](#) qu'elles remplissaient les critères: Alphabet (Google), Amazon, Apple, ByteDance (TikTok), Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp), Microsoft et Samsung. Reuters [rapporte](#) que Bytedance, la société mère de TikTok, critiquerait les critères de la Commission pour son placement sur la liste. Par ailleurs, Booking.com aurait informé les régulateurs qu'il s'attendait à figurer sur la liste l'année prochaine.
- OpenAI, l'entreprise qui a développé ChatGPT, est [poursuivie](#) devant le tribunal fédéral de San Francisco pour vol de données privées dans le cadre de l'entraînement de son modèle d'IA. OpenAI aurait violé les lois sur la protection de la vie privée en extrayant secrètement 300 Md de mots puisés dans « des livres, des articles, des sites web et des messages – y compris des informations personnelles », a déclaré un groupe de personnes anonymes dans un recours collectif.
- Le National Institute of Standards and Technology (NIST) a [lancé](#) un nouveau groupe de travail sur l'IA générative, a annoncé la semaine dernière la Secrétaire américaine au Commerce, G. Raimondo. Le nouveau groupe aidera à aborder les opportunités et les défis associés à l'IA générative et guidera également les organisations dans l'élaboration d'orientations clés pour faire face aux risques particuliers associés à la technologie émergente.
- Inflection AI, une entreprise d'IA créée il y a un an par l'un des fondateurs de DeepMind, a levé 1,3 Md\$ auprès de Microsoft et de Nvidia. Grâce à l'investissement de Nvidia, l'entreprise déclare avoir sécurisé son accès à plus de 20 000 puces H100. Il est possible de converser avec Pi, le chatbot d'Inflection AI, soit directement *via* une application, soit *via* WhatsApp, Instagram ou Facebook. Le groupe décrit Pi comme destiné à permettre une expérience de conversation décontractée, plutôt qu'à l'écriture ou au codage, ce qui le rendrait plus sûr et plus facile à contrôler. Cette levée de fonds intervient dans un contexte général d'engouement pour les jeunes entreprises d'IA dites « génératives ». Mistral, une start-up française spécialisée dans l'IA et créée il y a un mois, a par exemple levé 105 M€ dans le cadre du plus important tour de table d'amorçage jamais réalisé en Europe.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'inscrire](#)